

# Pierre Rosanvallon : « La révolte des “gilets jaunes” révèle le basculement dans un nouvel âge du social »

Ce ne sont plus les classes sociales qui constituent la société, mais les positions sociales, estime l'historien dans un entretien au « Monde ». D'où la difficulté de transformer cette révolte en mouvement structuré.

Propos recueillis par Nicolas Truong Publié le 08 décembre 2018 à 06h35 - Mis à jour le 08 décembre 2018 à 06h35

Temps de Lecture 10 min.

- [Partager sur Facebook](#)
- [Partager sur Twitter](#)
- [Envoyer par e-mail](#)
- [Ajouter aux favoris](#)

Article réservé aux abonnés

Professeur au Collège de France, où il est titulaire de la chaire d'histoire moderne et contemporaine du politique, Pierre Rosanvallon est aussi président de l'association La République des idées et a récemment publié *Notre histoire intellectuelle et politique. 1968-2018* (Seuil, 448 pages, 22,50 euros). Il analyse la révolte des « gilets jaunes », à l'heure où « *l'opinion publique est devenue une réalité matérielle* ».

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [« Gilets jaunes » : sous pression, Macron lance un appel à l'aide](#)

## Le mouvement des « gilets jaunes » relève-t-il d'une révolte ou d'une révolution ?

Une révolution n'est pas seulement une révolte qui a réussi. Elle advient lorsqu'une révolte est guidée par un objectif de renversement d'un pouvoir oppresseur qui a mobilisé l'immense majorité de la société. Nous n'en sommes pas là. D'où l'inanité de la comparaison avec les révolutions arabes. Le mouvement des « gilets jaunes » est une révolte sociale, mais il n'est pas un mouvement social à proprement parler, avec ce que cela a historiquement impliqué en termes de conduite organisée de l'action ou de polarisation des objectifs.

C'est d'abord l'explosion d'une colère dans laquelle se mêlent l'urgence et le flou. Elle fait remonter à la surface ce qui a été longtemps subi en silence : le sentiment de ne compter pour rien, de mener une existence rétrécie, de vivre dans un monde profondément injuste.

C'est sur ce terreau que s'est développée la sensibilité populiste avec toutes les dérives qu'elle a entretenues. Le terme « d'inégalités » ne suffit pas à rendre compte de tout ce passif social et moral. Le problème est plus large et plus diffus. De même que les statistiques de revenu traduisent mal à elles seules la condition de ceux pour qui le « reste à vivre » semble se rétrécir, les dépenses contraintes (logement, assurances, transports, remboursements d'emprunts etc.) étant pour eux celles qui ont le plus augmenté.

Cette révolte nous invite pour cela à considérer l'état de la société avec un œil neuf. Il nous faut aussi des indicateurs de dignité et de mépris, de ghettoïsation et d'éloignement social, d'appréhension des peurs et des fantasmes pour l'appréhender.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [« Gilets jaunes » : « L'opposition se structure progressivement contre "ceux du haut" »](#)

## **Quelles sont les différentes composantes de cette révolte ?**

Elle est composite. Ce n'est pas la société des exclus, des chômeurs, des RMistes qui est dans la rue et qui occupe les ronds-points – rappelons que, en France, il y a 4,5 millions de personnes qui vivent des minimums sociaux – revenu minimum d'insertion [*RMI, remplacé en 2009 par le revenu de solidarité active, RSA*], allocation adultes handicapés, allocation de fin de droits de chômage et minimum vieillesse.

Cette société de survie n'est pas aux premières loges. C'est la « société des petits » qui s'exprime : celle du salariat modeste, des petites classes moyennes, des auto-entrepreneurs, petits commerçants ou artisans, qui bat le pavé. L'hétérogénéité est aussi bien sociologique qu'idéologique, allant de l'extrême droite à l'extrême gauche.

Il faut aussi distinguer différents rapports à cette révolte. Elle met en mouvement la population sur des modes différents. On peut distinguer les activistes, les participants, le halo social d'accompagnement et la chambre d'écho.

Les « activistes », ce sont les manifestants déjà politisés ou récemment autoradicalisés. Ils sont les plus hétérogènes socialement et idéologiquement, proviennent aussi bien de l'ultra-gauche que de l'ultra-droite.

Les « participants » sont des salariés et des retraités modestes, appartenant à un milieu populaire peu présent dans le débat social. Ils sont sortis de l'ombre « *pour prendre la parole* » comme le disait [*le philosophe et historien*] Michel de Certeau à propos de Mai 68. Il ne s'agit pas de la « France périphérique », telle que la décrit [*le géographe*] Christophe Guilluy, car, comme l'ont montré aussi bien [*le sociologue*] Pierre Veltz que [*l'économiste*] Laurent Davezies ou [*le chercheur en sciences sociales*] Eric Charmes, beaucoup de villages et de zones périurbaines sont aussi des pôles de dynamisme économique et culturel.

En résumé, disons que la France est socialement fracturée de multiples façons, mais qu'elle n'est pas simplement coupée en deux géographiquement. Le fait social est donc plus large.

Ces groupes de participants sur le terrain ont successivement réuni environ 300 000 personnes. Mais le « halo social d'accompagnement », formé par l'écho que rencontre la révolte, est lui beaucoup plus large ; il peut être évalué à environ 5 millions de personnes qui estiment appartenir au même monde que ces participants.

La chambre d'écho, qui est aussi une chambre d'écoute, est, elle, encore plus large : ce sont tous les Français qui comprennent qu'il y a aujourd'hui une question sociale et fiscale qui doit être reformulée et résolue.

## **Les « gilets jaunes » peuvent-ils passer de la révolte au mouvement social ?**

Il est difficile de saisir ce mouvement, car il cumule des caractéristiques ordinairement dissociées, notamment un état gazeux et une grande radicalité.

Pour les « activistes », c'est souvent une première expérience, un apprentissage naïf de la lutte dans lequel se mêlent la violence et l'impatience. Les « participants » n'avaient pour la plupart aucune expérience militante. D'où le problème. Un mouvement social peut négocier car il inscrit son action dans une stratégie et une temporalité longues.

Mais une révolte le peut plus difficilement, car elle veut mettre en avant l'irréductibilité sociale, ne pas être emprisonnée dans la délégation, et, d'une certaine manière, rester un pur mouvement. Toute représentation est pour cela perçue comme une trahison. Ce qui explique la difficulté à trouver et à s'accorder sur des représentants, l'hétérogénéité du mouvement compliquant les choses. Or toute l'histoire sociale est celle du passage des révoltes aux mouvements sociaux.

L'histoire même de la naissance du syndicalisme en témoigne. En 1884, lorsque l'Assemblée nationale vote la loi qui légalise le syndicalisme, un représentant patronal, membre de l'Union nationale du commerce et de l'industrie, motivait son accord parce que, disait-il, le syndicalisme est nécessaire, car on ne s'entend pas, on ne contracte pas, on ne transige pas avec une foule, pas même avec cent personnes, et, pourtant, la vie économique n'est qu'une série de conventions et de transactions.

Le propre d'une révolte, c'est d'avoir comme sujet une foule. Elle a structurellement un caractère inorganique. Le propre du mouvement social, c'est d'avoir comme sujet une classe sociale ou un groupe organisé autour d'un projet. Il s'agit aujourd'hui de passer de la foule à l'organisation. Or c'est ce passage qui ne s'opère pas.

### **Comment une révolte postsyndicale, qui refuse la représentation, peut-elle s'organiser ?**

Nous entrons dans un nouvel âge du social où ce ne sont plus seulement les classes sociales qui constituent la société. A côté des conditions sociales, notre société se définit aussi par des positions ou des situations sociales (le « reste à vivre » dépend par exemple de facteurs comme la propriété du logement, l'éloignement du lieu de travail, la situation familiale, les accidents de la vie).

Les « gilets jaunes » ne disent pas seulement former une classe exploitée, mais être des catégories méprisées. Ce sont pour cela les émotions, les affects, autant que les données économiques objectives, qui fédèrent la mobilisation.

La représentation, aussi, est en train de changer. Avant, on s'organisait par le biais de la délégation, avec des porte-parole et la désignation de négociateurs. Aujourd'hui, le sentiment qu'il n'y a pas besoin de porte-parole, et que chacun sait et peut prendre la parole est très puissant. En raison du niveau d'instruction, nous sommes passés du porte-parole à l'attente que la parole de chacun puisse porter. C'est une des manifestations de l'entrée dans un individualisme de singularité. D'où la cacophonie actuelle.

Pour la première fois dans l'histoire de nos sociétés, l'opinion publique est devenue une réalité matérielle. Dans la société des délégués qui précédait, l'opinion était représentée par la presse, les sondages, les porte-parole d'organisations. Il y avait ceux qui portent, ceux qui rapportent et ceux qui commentent (les médias, les médiateurs et les interprètes). Aujourd'hui, c'est la parole directe qui s'impose comme forme démocratique ; mais c'est du même coup une expression confuse, qui peine à s'unifier, et est extraordinairement vulnérable aux théories du complot et au « *fake news* ».

### **Comment réinventer la vie démocratique dans ce contexte de crise de la représentation ?**

La délégation reste techniquement nécessaire. Mais il faut trouver d'autres formes de représentation, comme la représentation narrative, qui consiste à rendre présentes des réalités sociales qui sont absentes du débat public – c'est l'expérience que j'avais lancée en publiant le manifeste *Le Parlement des*

*invisibles* [Seuil, 2014]. Il faudrait aussi multiplier les formules du type des jurys citoyens qui permettent d'impliquer des hommes et des femmes quelconques.

Le problème est que le monde politique s'est à l'inverse largement homogénéisé, d'où la déperdition de sa capacité représentative. Il n'y a par exemple plus d'ouvriers à la tête du Parti communiste (PCF). Et le socialisme français lui-même a toujours été un socialisme davantage idéologique que sociologique. Avant la guerre de 1914-1918, il n'y avait que 20 % des députés socialistes qui étaient d'origine ouvrière, alors qu'il en avait 80 % au SPD allemand, et 100 % au sein du parti travailliste anglais. Le socialisme de Jaurès et de Blum est, dans ses instances dirigeantes, un socialisme d'intellectuels et de professions libérales. Or, comme le disait Jules Michelet, nous ne pourrions pas faire la République tant que nous resterons dans une terrible ignorance les uns des autres.

C'est pourquoi il faut trouver, à côté de l'élection, des processus destinés à ce que la société se connaisse mieux. Et cela touche aussi la vie culturelle où l'on devrait davantage représenter les petites classes moyennes. Le langage des « gilets jaunes » est frappant : ils parlent d'une vie diminuée, coupée en deux, qui piétine à partir du 15 du mois. Ce n'est pas seulement une différence de revenu qu'ils pointent, mais une vie qui se déploie et s'accroît d'un côté de l'échelle sociale et une vie rétrécie et comme à mi-temps de l'autre.

C'est pourquoi une politique du « pouvoir de vivre », comme dit Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, est plus adéquate qu'une simple réévaluation générale du pouvoir d'achat. Car autant qu'une demande sociale de consommation, cette revendication relève d'une exigence de respect et de dignité qui tient compte des spécificités vécues par les uns et les autres.

### **Pourquoi la légitimité démocratique et électorale est-elle aussi contestée ?**

La légitimité qui était électorale devient aussi morale. Ce n'est plus l'onction du suffrage universel qui peut seule conférer la légitimité politique, mais la qualité d'une action menée, la fidélité à une promesse. Cette légitimité-là est mise à l'épreuve en permanence. Or les dirigeants politiques, le président Emmanuel Macron en tête, se drapent dans des phrases du type : « j'ai été élu, donc je maintiens le cap et mon programme ».

Les représentants sont élus avec un si faible pourcentage aujourd'hui que leur légitimité de départ peut vite s'affaïsser, et qu'il faut donc la renforcer par des épreuves permanentes de légitimation. L'onction électorale, il faut le rappeler, repose sur une fiction qui consiste à dire que la majorité exprime la volonté générale. Avec ces majorités courtes et un fort taux d'abstention, le pouvoir doit sans cesse relégitimer son « permis de gouverner », être évalué, contrôlé. Il faudrait aussi, comme on l'a dit, une démultiplication des formes de représentation. Cette révolte est le révélateur du nécessaire basculement des sociétés dans un nouvel âge du social et de l'action démocratique.

### **Comment gérer les crises de ce nouvel âge du social ?**

Les conflits sociaux ont une dynamique qui s'accompagne d'enjeux glissants. On part de la taxe sur le carburant et on glisse à la question des impôts, on passe de la question du pouvoir d'achat à celle du pouvoir de vivre, de la légitimité du président de la République à celle de la démocratie. Un mouvement social circonscrit les enjeux. La révolte, elle, les pulvérise.

Les points d'arrêt d'un mouvement social sont ordinairement le compromis ou la fatigue. Ils se lient surtout à l'inscription du conflit dans le temps.

Le point d'arrêt d'une révolte est plus problématique car la radicalisation est pour elle le mode d'expression de sa raison d'être ; elle ne peut se définir que comme immédiateté et comme globalité. Si elle ne devient pas un mouvement et si le respect de la vie démocratique oblige à ne pas la réprimer, il

n'existe en bout de course que des points d'arrêts institutionnels. C'est soit la démission (traditionnellement celle du premier ministre, « fusible » de la V<sup>e</sup> République) ; soit la dissolution, qui est à la fois une solution et un piège, car une révolte ne peut jamais se transformer rapidement en un parti (rappelons que, en 1863, un mouvement proudhonien, qui contestait le manque d'ouvriers dans la liste des Républicains de progrès, mouvement principalement composé de journalistes et d'avocats, n'obtint que 0,3 % des suffrages) ; soit la destitution du chef de l'Etat (mais l'article 68 de la Constitution ne l'envisage a priori pas pour des raisons politiques).

### **Et quelle est la nature de cette violence politique ?**

Elle a différentes dimensions. Il y a la violence dont l'objectif est une politique du chaos. C'est celle des groupes d'ultras, parfois inscrite dans une perspective léniniste ou spontanéiste.

Mais le problème est davantage aujourd'hui celui d'une violence qui se substitue à une capacité stratégique défaillante. Cette violence a un fort pouvoir de séduction car elle donne un sentiment de renaissance et de puissance ; elle apparaît comme le signe d'une parole directement faite action, immédiatement efficace donc.

D'où sa légitimation croissante par des individus qui ne sont en rien des hérauts d'une improbable révolution. Dans ce cas, c'est donc au pouvoir en place, ainsi qu'aux partis et aux syndicats, de savoir être responsables pour deux.

Nicolas Truong